

seconde session plénière de mars

Les députés réunis en session plénière à Strasbourg ont adopté des objectifs plus ambitieux en matière de recyclage ainsi qu'une législation visant à renforcer les contrôles à toutes les étapes de la chaîne alimentaire. De nouvelles règles durcissant la législation sur les armes à feu en Europe ont également été votées, et le député polonais Janusz Korwin-Mikke a été condamné en raison des remarques sexistes qu'il avait proférées au cours d'une séance plénière précédente.

En moyenne, moins de la moitié des déchets municipaux sont recyclés ou compostés dans l'Union européenne. Les députés ont adopté mardi le « paquet déchets », un ensemble de quatre directives proposant un objectif commun en vue du recyclage de 70 % des déchets municipaux d'ici à 2030. Le Parlement souhaite également réduire de moitié le gaspillage alimentaire et limiter la mise en décharge.

Les députés ont adopté de nouvelles règles pour des contrôles et des inspections plus stricts à toutes les étapes de la chaîne alimentaire. L'objectif est de renforcer la traçabilité des produits, de combattre la fraude et d'améliorer le bien-être des animaux pour éviter un nouveau scandale tel que celui de la viande de cheval.

Les États membres devraient encourager les éleveurs de lapins à éliminer les cages en batterie et à les remplacer par des solutions alternatives, soulignent les députés dans une résolution. Améliorer les conditions de vie de ces animaux permettrait de mieux prévenir les maladies, et ainsi de réduire l'usage d'antibiotiques qui pourraient se retrouver dans la chaîne alimentaire.

Malgré les progrès réalisés dans certains domaines, le chemin à parcourir reste long pour atteindre l'égalité salariale entre hommes et femmes, améliorer l'émancipation économique des femmes ainsi que l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, ont souligné les députés.

Des sanctions d'une sévérité sans précédent ont été annoncées par le Président du Parlement européen Antonio Tajani à l'encontre du député polonais Janusz Korwin-Mikke en raison des remarques inacceptables envers les femmes qu'il avait proférées au Parlement le 1er mars dernier.

De nouveaux outils pour que les grandes entreprises se concentrent davantage sur leurs performances à long terme ont été adoptés. Les actionnaires auront désormais leur mot à dire concernant la rémunération des directeurs et les entreprises pourront identifier plus facilement leurs actionnaires.

Au cours d'un débat, les députés ont exprimé leurs inquiétudes quant au rétablissement de la règle du bâillon mondiale, qui interdit aux organisations non gouvernementales internationales financées par les États-Unis de pratiquer des avortements ou de fournir des informations à ce sujet dans les pays en développement. De nombreux députés ont demandé la mise en place de réponses concrètes de la part de l'Union européenne pour faire face aux futurs manques de financements des organisations concernées, tandis que d'autres ont estimé que l'Europe ne devrait pas intervenir dans ces questions et ont défendu le droit à la vie.

Près d'un an après les attentats du 22 mars à Bruxelles, les députés ont examiné les progrès réalisés en matière de lutte contre le terrorisme. Ils ont souligné la nécessité d'assurer un meilleur partage des informations entre États membres et de prévenir la radicalisation.

Le Parlement a adopté une mise à jour de la législation européenne sur les armes à feu. Celle-ci prévoit désormais des contrôles plus stricts sur les armes tirant à blanc et les armes mal neutralisées ainsi que l'obligation pour les États membres de mettre en place un système de contrôle pour la délivrance ou le renouvellement des autorisations et pour l'échange d'informations.

L'Arctique se réchauffe environ deux fois plus vite que la moyenne mondiale : 280 milliards de tonnes de glace

disparaissent chaque année. En raison de l'ouverture de nouvelles voies maritimes, la région revêt une importance stratégique croissante, exposée notamment à une course aux ressources naturelles. L'ensemble du Parlement a adopté une résolution qui souligne la nécessité de protéger l'Arctique face aux tensions internationales, demandant notamment l'interdiction de l'extraction de pétrole et de gaz.

Un règlement visant à lutter contre le financement de groupes armés et les violations des droits de l'homme via le commerce de minerais dans les zones de conflit a été adopté. La plupart des importateurs européens d'étain, de tantale, de tungstène et d'or devront désormais mener des contrôles de diligence raisonnable de leurs fournisseurs.

Dans une résolution adoptée jeudi, les députés ont estimé qu'accroître la coopération européenne en matière de défense dépend avant tout d'une volonté politique des États membres. Ils soulignent l'importance d'utiliser les outils prévus par les traités pour construire une véritable politique commune en la matière. La fragmentation du marché de la défense coûte actuellement aux États membres plusieurs milliards d'euros par an.